

DECISION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A MADAME BOYER
SUR AVIS DE LA COMMISSION LOCALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DU SICOVAL
ANNULE ET REMPLACE LA PRECEDENTE DECISION D201911010

LE PRESIDENT DU SICOVAL,

- **VU** LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET NOTAMMENT SON ARTICLE L.5211-10;
- **VU** LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 D'URGENCE POUR FAIRE FACE À L'EPIDEMIE DE COVID-19 ET NOTAMMENT SON ARTICLE 11 ;
- **VU** LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020 PROROGANT L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE ET COMPLETANT SES DISPOSITIONS
- **VU** L'ORDONNANCE N° 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020 VISANT À ASSURER LA CONTINUITÉ DU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS LOCALES ET DE L'EXERCICE DES COMPETENCES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX AFIN DE FAIRE FACE À L'EPIDEMIE DE COVID-19 ;
- **VU** L'ORDONNANCE N° 2020-305 DU 25 MARS 2020 PORTANT ADAPTATION DES REGLES APPLICABLES DEVANT LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE ADMINISTRATIF ;
- **VU** ORDONNANCE N° 2020-306 DU 25 MARS 2020 RELATIVE À LA PROROGATION DES DELAIS ECHUS PENDANT LA PERIODE D'URGENCE SANITAIRE ET À L'ADAPTATION DES PROCEDURES PENDANT CETTE MEME PERIODE ;
- **VU** LE PROCES VERBAL VISE PAR LA PREFECTURE LE 30 JUIN 2015 DESIGNANT MONSIEUR JACQUES OBERTI COMME REPRESENTANT DU SICOVAL ;
- **VU** LA DÉLIBÉRATION N°S201806043 DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 18 JUIN 2018 PORTANT SUR LA DÉLÉGATION DE LA GESTION DES AIDES A LA PIERRE – RENOUELEMENT DES CONVENTIONS DE LA DÉLÉGATION POUR LA PÉRIODE 2018-2023
- **VU** LES CONVENTIONS DE DELEGATION DE COMPETENCES POUR LA PERIODE 2018-2023 ENTRE LE SICOVAL, L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT (ANAH)
- **VU** LA DÉLIBÉRATION N°S201905003 DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 6 MAI 2019 PORTANT SUR LE PROGRAMME D' ACTIONS TERRITORIALES 2019 DANS LE CADRE DES AIDES À L'AMELIORATION DU PARC PRIVÉ

CONSIDERANT QUE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A ETE DECLARE, POUR UNE DUREE DE DEUX MOIS, SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL PAR L'ARTICLE 4 DE LA LOI N°2020-290 DU 23 MARS 2020 POUR FAIRE FACE A L'EPIDEMIE DE COVID-19 ;

CONSIDERANT QUE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A ETE PROROGÉ JUSQU'AU 10 JUILLET 2020 PAR L'ARTICLE 1 DE LA LOI N° 2020-546 DU 11 MAI 2020 ;

CONSIDERANT QUE DANS CE CONTEXTE ET AFIN DE PERMETTRE DES PRISES DE DECISIONS RAPIDES, LE PRESIDENT EXERCE L'ENSEMBLE DES ATTRIBUTIONS DE L'ORGANE DELIBERANT MENTIONNEES À L'ARTICLE L. 5211-10 DU CGCT, À L'EXCEPTION DES MATIERES ÉNUMÉRÉES DU 1° AU 7° DE CE MEME ARTICLE, LESQUELLES SONT EXPRESSEMENT EXCLUES;

DECIDE

- D'ATTRIBUER UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 535 € A MADAME BOYER MARIE CLAIRE CHANTAL 1 RUE GUIRAUT RIQUIER A ESCALQUENS SUITE AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT S'ÉLEVANT A 10 708 € HT RÉALISÉS DANS SON LOGEMENT.
- DE SIGNER TOUTES LES PIÈCES AFFÉRENTES A CE DOSSIER.

CETTE DECISION POURRA FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS UN DÉLAI DE DEUX MOIS À COMPTER DE LA SIGNATURE.

SI L'EXPIRATION SURVIENT DANS UN DELAI D'UN MOIS A COMPTER DE LA DATE DE CESSATION DE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE, CE DELAI SERA PROROGÉ DANS LA LIMITE DE DEUX MOIS A PARTIR DE LA DATE DE CESSATION DE L'ETAT D'URGENCE DECLARE DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 23 MARS 2020 SUS-VISEE.

FAIT A LABÈGE, 25/05/2020

LE PRÉSIDENT

JACQUES OBERTI